



VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER
ALPES-MARITIMES - 06310

ARRETE MUNICIPAL PORTANT AUTORISATION DONNEE AU CAMION AGISSANT POUR LA SOCIETE SAM PIOVANO LEVAGE A OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL AU 13 AVENUE EDITH CAVELL LE 07 FEVRIER 2024 DE 08H30 A 12H00 AFIN D'EFFECTUER DES TRAVAUX DE LEVAGE ET DEROGATION DE TONNAGE BOULEVARD MARECHAL JOFFRE ET AVENUE EDITH CAVELL LE 07 FEVRIER 2024

N° : **240206** DATE D'AFFICHAGE : **05 FEV. 2024**

LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,
Vu le Code Pénal,
Vu le Code de la route,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2215-1,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents,
Vu la délibération municipale n°4 du 06 décembre 2022 portant sur les droits de voirie, places et stationnements – actualisation,
Vu l'arrêté préfectoral n°2002-100 en date du 04/02/2002 relatif à la lutte contre le bruit,
Vu le décret en date du 17 octobre 2011 portant création de la métropole dénommée « Métropole Nice Côte d'Azur »,
Vu l'arrêté départemental n°2011-09-12 en date du 05 septembre 2011 portant limitation de charge et gabarit sur les ex routes départementales.

Vu la demande en date du 1^{er} février 2024, présentée par la société SAM PIOVANO LEVAGE, ayant son siège au 1, rue Bellevue, « Bellevue Palace », 98000 MONACO, (Tél : 00377.93.50.72.50), qui sollicite un arrêté de dérogation de tonnage pour un camion agissant pour la Société n'excédant pas 32 tonnes de P.T.A.C, afin d'effectuer des travaux de levage sis 13, avenue Edith Cavell, le 07 février 2024 de 08h30 à 12h00.

Vu la demande en date du 1^{er} février 2024, présentée par la société SAM PIOVANO LEVAGE susnommée, en vue d'occuper le 07 février 2024 de 08h30 à 12h00, une partie du domaine public communal situé 13, avenue Edith Cavell afin d'effectuer des travaux de levage.

Vu l'avis favorable de la Métropole Nice Côte d'Azur Direction de l'Exploitation et de la Proximité Territoriale – Subdivision Littoral Est – Immeuble le Plaza – 455 Promenade des Anglais, 06364 Nice Cedex 4.

Considérant que cette occupation se caractérise par une réservation de stationnement d'une superficie de 20 m².

Considérant qu'il convient de répondre favorablement à cette demande.

ARRETE

Article 1^{er} : La société SAM PIOVANO LEVAGE, est autorisée à occuper le 07 février 2024 de 08h30 à 12h00, une partie du domaine public communal situé 13, avenue Edith Cavell afin d'effectuer des travaux de levage.



Article 2 : Durant toute la durée de cette occupation, le stationnement des véhicules à moteur et des deux roues est strictement interdit dans l'emprise définie à l'article 1er du présent arrêté.

Article 3 : Le bénéficiaire de l'autorisation est redevable, conformément aux dispositions de la délibération municipale n°4 du 06 décembre 2022 précitée, du règlement des droits de voirie d'un montant de 37,00 € dont le détail est précisé comme suit : 20 m² x 1 jour x 1,85 €.

Il est dûment précisé que le bénéficiaire devra impérativement, avant toute occupation, régler le montant total des droits de voirie, à l'ordre du Trésor Public, par tout moyen à monsieur le régisseur municipal, Hôtel de ville, service voirie-régie, 3, boulevard du Maréchal Leclerc, 06310 BEAULIEU-SUR-MER.

A défaut de réception de règlement aucune occupation du domaine public ne sera autorisée

Article 4 : Il est accordé une dérogation de tonnage au véhicule d'un poids total en charge n'excédant pas 32 tonnes, agissant pour la société SAM PIOVANO LEVAGE, dans le cadre de travaux de levage situés 13, avenue Edith Cavell à Beaulieu-sur-Mer le 07 février 2024, empruntant le boulevard Maréchal Joffre et l'avenue Edith Cavell.

Le véhicule sera autorisé à circuler entre 08 heures 30 et 12 heures. Le conducteur du véhicule effectuant ce transport devra être en mesure de présenter une copie dudit arrêté comme dérogation à toute réquisition des forces de la Police Municipale ou de la Police Nationale.

Article 5 : L'entreprise demeure entièrement responsable vis-à-vis de la Métropole Nice Côte d'Azur et des tiers de toutes les conséquences qui pourraient résulter du fait de la circulation de ses véhicules sur cette voie.

Article 6 : L'entreprise chargée de l'opération restera responsable des incidents ou accidents imputables à son opération.

Article 7 : En cas de non-respect des règles de sécurité ou de problèmes techniques graves, le présent arrêté pourra être suspendu.

Article 8 : Tout recours contre le présent arrêté ne pourra s'exercer qu'auprès du Tribunal Administratif de Nice sis 18, avenue des Fleurs - 06000 Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission au représentant de l'Etat chargé du contrôle de la légalité.

Article 9 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant le Groupement de la Gendarmerie Nationale des Alpes-Maritimes,
 - Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie Nationale de Beaulieu-sur-Mer,
 - Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de Beaulieu-sur-Mer,
- qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beaulieu-sur-Mer, le **05 FEV. 2024**

Le Maire,
Roger ROUX

